

**ARRÊTÉ**

**portant mise en demeure de respecter des prescriptions applicables  
Installations classées pour la protection de l'environnement  
Société SARL RECYCLING CAR COFFIGNIEZ à POULAINVILLE**

**LE PRÉFET DE LA SOMME  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

**Vu** le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles 20, 21-I, 41-I et 41-IV ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 2 novembre 2006 à la société SARL RECYCLING CAR COFFIGNIEZ pour l'exploitation d'une installation de stockage, de dépollution et de démontage de VHU à POULAINVILLE ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2025 portant délégation de signature à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées établi à l'issue de la visite d'inspection du 26 août 2025, transmis à l'exploitant par courriel du 9 septembre 2025 conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

**Vu** le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 9 octobre 2025, reçu le 13 octobre suivant ;

**Vu** l'absence d'observation formulée par l'exploitant sur ce projet d'arrêté dans le délai imparti ;

## **Considérant ce qui suit :**

1. lors de la visite d'inspection du 26 août 2025 réalisée sur le site précité, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants :

- absence de réserve d'eau en cas d'incendie, et ce contrairement aux dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé prévoyant « *d'appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures [...] ou d'une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours* » ;

- absence de plan de défense contre l'incendie, et ce contrairement aux dispositions de l'article 21-I de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé prévoyant « *L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie* » ;

- non respect des emplacements dédiés de véhicule en attente de dépollution, et ce contrairement aux dispositions de l'article 41-I de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé prévoyant « *La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention.* » ;

- absence du respect de hauteur de véhicule hors d'usage dépollué, et ce contrairement aux dispositions de l'article 41-IV de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé prévoyant « *Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres.* ».

2. ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement et en particulier la commodité du voisinage, la sécurité et la protection de l'environnement ;

3. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SARL RECYCLING CAR COFFIGNIEZ de respecter les dispositions des articles 20, 21-I, 41-I et 41-IV de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1. – OBJET**

La société SARL RECYCLING CAR COFFIGNIEZ sise au lieu-dit Le Ramponneau à POULAINVILLE est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté.

### **ARTICLE 2. – MOYENS D'ALERTE ET DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE**

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 en :

- fournissant le bon de commande de la réserve d'eau de 120 m<sup>3</sup> dans un délai de 1 mois suivant la notification du présent arrêté ;
- justifiant la réalisation effective des travaux nécessaire à la mise en conformité des installations vis-à-vis des dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 précité dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté.

### **ARTICLE 3. – PLAN DE DÉFENSE CONTRE L'INCENDIE**

Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 21-I de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé qui prévoit notamment que : « *L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie* ».

### **ARTICLE 4. – ENTREPOSAGE DES VÉHICULES TERRESTRES HORS D'USAGE AVANT DÉPOLLUTION**

Dans un délai de 1 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 41-I de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé qui prévoit notamment que : « *La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention.* ».

### **ARTICLE 5. – ENTREPOSAGE DES VÉHICULES TERRESTRES HORS D'USAGE APRÈS DÉPOLLUTION**

Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 41-IV de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé qui prévoit notamment que : « *Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres.* ».

### **ARTICLE 6. – SANCTIONS**

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles précédents ne serait pas satisfaite dans les délais prévus aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 7. – PUBLICITÉ**

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Somme, pour une durée minimale de deux mois.

### **ARTICLE 8. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision peut être contestée auprès du tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier à AMIENS (80000), dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **ARTICLE 9. – EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL RECYCLING CAR COFFIGNIEZ.

AMIENS, le 12 NOV. 2025

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général



Emmanuel MOULARD